



HAL
open science

Introduction générale. Habiter, se loger, s'abriter : le pouvoir d'agir

Lucie Bony, Laura Guérin, Béatrice Mésini

► To cite this version:

Lucie Bony, Laura Guérin, Béatrice Mésini. Introduction générale. Habiter, se loger, s'abriter : le pouvoir d'agir. Laura Guérin; Béatrice Mésini; Lucie Bony. Habiter, se loger, s'abriter : le pouvoir d'agir, L'Harmattan, pp.11-19, 2025, Habitat et Sociétés, 978-2-336-49393-0. ⟨hal-05434715⟩

HAL Id: hal-05434715

<https://hal.science/hal-05434715v1>

Submitted on 8 Jan 2026

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire HAL, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

Introduction générale

Lucie BONY, Laura GUÉRIN, Béatrice MÉSINI

Les journées d'études « jeunes chercheur·es » organisées par le GIS Recherche Habitat Logement (REHAL) visent à favoriser les échanges scientifiques entre les jeunes chercheur·es (doctorant·es et jeunes docteur·es) travaillant sur le logement et l'habitat ainsi qu'à les aider à faire connaître leurs travaux. Elles cherchent également à renforcer le dialogue entre disciplines des sciences humaines et sociales, en s'interrogeant sur la manière dont chacune définit, analyse et constitue ces questions comme objet d'étude. Elles contribuent enfin à renforcer et renouveler le milieu scientifique des chercheur·es travaillant sur les thématiques de l'habiter et du logement en France. Ces journées réunissent à un rythme de deux ou trois ans une cinquantaine de communicant·es jeunes chercheur·es et donnent souvent lieu à une publication (Berger, Rougé, 2012 ; Cailly, Dureau, 2016 ; Gardesse, Driant, 2023 ; Escaffre, 2024), comme c'est le cas de cet ouvrage.

Le droit pour chacun·e à disposer d'un logement est une question majeure qui interroge tout autant la capacité de l'État et des collectivités locales à intervenir, que les modes et modèles d'intervention de chacun·e des acteur·ices de la « chaîne » de production et de gestion de l'habitat. Pourtant, les droits inconditionnels au logement et à l'hébergement restent largement proclamatifs et ineffectifs en l'absence de politiques volontaristes et de financements dédiés. Dans son avis rendu le 7 avril 2024 intitulé « Rendre effectif le droit au logement pour tous », la Commission nationale consultative des droits de l'homme a formulé 40 recommandations, pour que toutes et tous puissent accéder au logement, vivre dans un logement suffisant et digne, y compris les personnes les plus précaires¹. Plus récemment, 132 chercheur·es (politistes, sociologues, géographes et économistes) ont signé une tribune le 8 mai 2024 dans le journal *Le Monde*² destinée à alerter sur l'inadéquation, en regard des connaissances scientifiques, des mesures proposées dans le projet de loi sur le logement « relatif au développement de l'offre de logements abordables ». *In fine*, la déclaration du 13 juin 2024, cosignée par le collectif interassociatif « Vive les HLM » représentant les locataires, les salarié·es, les mal-logé·es et les sans-logis, appelle les pouvoirs publics à relancer la production de logements sociaux, à réguler le foncier, l'immobilier et les loyers, à rétablir les aides à la pierre, à arrêter les expulsions et à abroger la loi Kasbarian (anti-squats).

¹ NOR : CDHX2409633V- JORF n°0082 du 7 avril 2024 - Texte n° 55

² « Logement : Le splendide isolement du gouvernement ne peut que conduire à renforcer la ségrégation et à approfondir la crise ».

Dans le même temps, et malgré des contraintes structurelles fortes, les individus et les ménages ne subissent pas passivement les effets de ladite « crise du logement » : au sein d'un système de contraintes, ils peuvent – plus ou moins selon leurs ressources – adapter leurs comportements et redéfinir des formes de stratégies résidentielles. Certain·es peuvent aussi s'organiser et parfois ouvrir des fronts de lutte. D'une manière générale, les évolutions récentes de la production de logements génèrent de nouveaux modes de coopération et de liens entre maîtres d'œuvre, d'ouvrage, d'usage. Les contributions réunies dans ce livre actualisent les liens que les opérateurs sociaux-économiques et techniques entretiennent avec l'urbanisme, l'aménagement, le patrimoine, l'architecture et le paysage justifiant les efforts de la recherche sur l'habitat/habiter/habitant, l'habitabilité dans l'espace et le temps, le cohabitat et l'écohabiter dans des environnements géographiques, climatiques et sociaux singuliers.

Les journées organisées à Aix-en-Provence en juin 2023 avaient pour thématique « Les habitant·es, acteur·ices du logement ». En questionnant ainsi le rôle des habitant·es, nous cherchions à saisir et caractériser les dynamiques – individuelles et collectives – de concertation, de participation, (auto)réalisation, d'incorporation des savoirs habiter les lieux et d'appropriation de l'espace.

Savoirs habitants et projets urbains : la participation en question

Les citoyen·nes sont porteur·euses d'une connaissance, d'une expertise d'usages de leur habitat, quartier, territoire. Dans l'ouvrage, plusieurs chapitres analysent la façon dont ces savoirs habiter sont mis au service de la conception de projets et sont une source d'enrichissement pour les concepteur·ices, les élu·es et technicien·nes de l'administration (État ou collectivités territoriales).

Venant enrichir un champ de recherche ancien (Bacqué, Carriou, 2012) et dynamique (Carrel, 2013 ; Devaux, 2016 ; Bresson, 2022), ces chapitres décrivent d'une part la circulation internationale de cet idéal participatif et finalement sa normalisation (M. Segonne). Ils soulignent d'autre part le poids des injonctions à la participation et leurs limites (S. Dinh). Analysant des projets portés par des promoteurs immobiliers qui revendiquent une prise en compte de la maîtrise d'usage des habitant·es, S. Dinh montre quant à elle que l'implication habitante est contrainte par les méthodes, les ressources financières et les limites temporelles des projets, ce qui conduit à une standardisation des constructions et à une dépolitisation de la démarche participative. À l'instar de la récente recherche de B. Leclercq (2021), le chapitre de F. Meslet se place quant à lui du côté des professionnel·les qui

mettent en œuvre ces dispositifs participatifs et révèlent leurs positionnements critiques et les résistances qu'ils peuvent être amenés à mettre en œuvre.

En dehors de ces dispositifs institutionnels, deux chapitres de l'ouvrage abordent la participation à travers l'exemple de l'habitat en squat. À la suite des travaux de F. Bouillon (2009) mais aussi de J. Lees (2014), ils donnent à voir les compétences des habitant·es et interrogent leur pouvoir pour transformer et gérer leur habitat, à travers l'exemple des relations établies avec le voisinage (J. Sauvineau) ou encore de mobilisations collectives (C. Lassègue).

L'autoproduction et la construction d'habitats ou d'aménagements informels, abordés dans plusieurs chapitres (L. Salieri ; T. Bonnardot ; A-C. Vallet ; H. Cherakoui) constituent aussi une entrée intéressante pour questionner la participation des habitant·es en dehors de tout cadre institutionnel. Si la dynamique est moins collective que dans les exemples précédents, elle n'en est pas moins inscrite dans une logique d'opposition. Les chapitres montrent en effet que ces diverses formes d'autoproduction s'inscrivent dans un rapport de force et des rapports de domination auxquels les habitant·es tentent de résister.

Finalement, si ces chapitres qui abordent la participation sous ces différents angles donnent à voir de multiples facettes de la maîtrise d'usage des habitant·es, ils en questionnent peu les dimensions politiques, économiques et juridiques.

Concertation et autoconstruction, entre hétéronomie, autonomie et isonomie

Prévue par le code de l'urbanisme³, la concertation « vise à associer au plus tôt possible les habitants, les associations locales, ainsi que les autres personnes concernées, à l'élaboration de certains projets d'aménagement et de construction et de documents d'urbanisme ». Le pouvoir d'agir et d'influer sur la décision publique ainsi promu oscille « entre contrôle social » et/ou « moyen d'émancipation », incitant les personnes à « se remettre en mouvement » (Deverchère, 2017 : 97 et 99), conformément « à la mise en place de politiques d'activation (injonction à l'autonomisation et la responsabilité individuelle) » (Boucher, Besozzi, Belqasmi, 2020 : 7). C'est notamment ce qu'illustrent plusieurs chapitres de ce livre.

Entre autopromotion, autoproduction, autoréalisation, différentes formes de biens habités sont explorées par les jeunes chercheur·es : achat d'un logement à retaper, occupation d'un immeuble vacant, stationnement d'un habitat mobile ou ancrage d'un abri sur des terrains privés ou publics. C'est

³ Art. L. 103-2 CU.

dans une perspective d'hétéronomie⁴ que T. Bernardot étudie le caractère adaptatif et résilient de l'auto-rénovation, qui mobilise des ressources matérielles et immatérielles localisées et environnantes, en prenant appui sur la disponibilité des propriétaires et de leurs proches durant le chantier. Elle montre que les habitant·es sont pris au cœur de relations sociales et doivent composer, « qu'il s'agisse des associations, des pouvoirs publics, du groupe familial, des relations amicales ou des autres individus se trouvant dans des situations semblables » (Aranda, Le Goff, Lévy, 2023 : 18).

Progressivement, les acteur·ices intervenant dans le cadre du logement ont été « invités à favoriser l'accès aux droits et à la citoyenneté de personnes considérées comme vulnérables, par l'activation de leurs propres ressources, leurs savoirs expérientiels, et en s'appuyant sur leur environnement » (Mechkar, 2022 : 3). Mais quels sont les ressorts de l'action individuelle et collective, face aux institutions et aux proximités relationnelles dans lesquelles elles s'inscrivent ? C'est en ces termes que C. Lassegue questionne le pouvoir d'agir d'habitantes exilées rencontrées dans un squat à Villeurbanne, prises en étau entre les tensions institutionnelles et le redoublement de précarités (administrative, économique, de genre). Parfois l'invisibilité devient une ressource et illustre la résistance d'acteur·ices sujets dans les interstices de la ville postule A-C. Vallet. Occupant les espaces privés et publics « en déprise » ou délaissés, l'habitant·e s'installe et réside selon des temporalités circonstanciées (habitats d'infortune *versus* de fortune), « capable de diriger sa propre vie au gré de ses propres lois »⁵ (Lavigne, 2021, 12).

La loi du 2 janvier 2002 portant sur l'action sociale et médico-sociale positionne « l'usager non pas comme objet de l'action, mais bien comme sujet, comme citoyen et comme sujet de droit » (Deverchère, 2017 : 93). Redéfinissant le handicap, la loi pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées du 11 février 2005, marque « l'expression d'une volonté citoyenne et politique autour des droits des personnes handicapées » (Logeais, 2021 : 512-513). Selon le Code social et des familles⁶, « toute personne handicapée a droit à la solidarité de l'ensemble de la collectivité nationale, qui lui garantit, en vertu de cette obligation, l'accès aux droits fondamentaux reconnus à tous les citoyens ainsi que le plein exercice de sa citoyenneté ». Inscrit dans leur prolongement, le programme « Un chez-soi d'abord »⁷ s'est focalisé « sur la question du droit des personnes, plaçant le logement ou son absence comme un déterminant important de la santé » (Aranda, Le Goff, Lévy, 2023, 20).

⁴ Qui définit la capacité d'un être vivant à « subir » la règle du milieu environnant.

⁵ Du Grec, *auto* (soi-même) et *nomos* (la règle).

⁶ Art. L. 114-1.

⁷ Au sein de la Délégation interministérielle à l'hébergement et à l'accès au logement (DIHAL).

Pourtant, M. Azevado montre comment les personnes en situation de handicap psychique, prises en charge dans des dispositifs d'accompagnement médico-social, font face à des injonctions distinctes, pris entre vulnérabilité et agentivité. En contrepoint, V. Loizeau dépeint la normativité réglementaire qui pèse sur les parents d'enfants atteints de mucoviscidose pour rendre leur logement sain, déplorant l'absence de prise en compte et de reconnaissance du handicap respiratoire dans les normes de construction des logements. Ces contributions confirment que l'isonomie, qui signifie en grec l'égalité de droits civiques et politiques des citoyen·nes, est loin d'être atteinte en dépit de la proclamation de droits-créances opposables, qui impliquent une obligation de résultat pour l'État en matière de logement et d'hébergement.

Projection d'image et d'archétype d'habitant·es

La place, l'expérience et le rôle des habitant·es traversent les travaux sur l'habitat et le logement. Cependant, en fonction des disciplines et des objets, ces dernier·es peuvent être perçu·es et décrit·es comme des acteur·ices de la production ou de l'appropriation (Lefebvre, 1974, Pichon, 2007, Serfaty-Garzon, 2003), comme des cibles des politiques de l'habitat ou de l'urbanisme (Lelévrier, 2010, Sayad, 1980) et même comme des figures archétypales repoussoirs ou désirées produites par les discours des acteurs·rices des marchés du logement (Epstein et Kirszbaum, 2003, François, 2023, Tissot, 2005). Les travaux des jeunes chercheur·euses qui nourrissent cet ouvrage travaillent tous·tes, à diverses échelles, la place, le rôle ou les discours qui portent sur ces habitant·es.

Plusieurs chapitres se concentrent ainsi sur les habitant·es en mettant en lumière leurs rôles sur l'espace habité. Des enquêtes sur l'habitat en squats d'exilés à Dijon (J. Sauvineau), portant sur les familles de malades respiratoires chroniques (V. Loizeau) ou sur les délaissés urbains en région parisienne (A-C. Vallet) approfondissent alors, par l'étude de la vulnérabilité et des formes collaboratives en milieu urbain, le rôle et les actions des habitant·es sur leur lieu de vie. De même, d'autres auteur·ices, en dédiant leur chapitre aux divers·es acteur·ices des marchés du logement (bailleurs, acteurs de la politique du territoire et vendeurs), nous offrent un espace de réflexion sur ces figures habitantes.

Ainsi, P. Gali souligne les liens entre logiques foncières et transformation du peuplement lors d'un projet de rénovation urbaine. À l'échelle du logement, B. Frel-Cazenave observe un phénomène comparable lorsque les représentations portées par les propriétaires bailleurs sur leurs potentiels locataires modèlent la population habitante. S. Dinh montre quant à elle comment les habitant·es sont présenté·es comme des acteur·ices producteur·ices de projets participatifs dans un cadre qui pourtant demeure très rigide. Enfin, à une échelle plus interpersonnelle, L. Salieri souligne

comment les vendeurs dans le cadre de construction neuve d'une maison adaptent leurs offres mais également leurs stratégies de vente en fonction des profils sociaux et économiques des acheteurs qu'ils rencontrent.

En considérant la production de discours et d'image autour des figures d'habitants, plusieurs chapitres de cet ouvrage participent aux réflexions sur les politiques de peuplement par les projets d'habitats (Desage, Journel et Sala-Pala, 2014) et où les constructions, reconstructions et rénovations urbaines sont une aubaine pour transformer le bâti et parfois également sa population.

Organisation du livre

Le livre compte 14 chapitres que nous avons organisés en trois parties. La première partie porte sur les nombreux·euses acteur·ices de la production de logement, des marchés immobiliers, de l'investissement et de la gestion qui jouent une place centrale dans les politiques publiques comme dans les trajectoires sociales des ménages. Il peut s'agir d'acteur·ices économiques privé·es (promoteurs immobiliers, syndics de copropriété, notaires, agents immobiliers, SCI, propriétaires fonciers et immobiliers, etc.), mais également d'opérateur·ices du logement social et des collectivités locales, engagé·es dans un processus de recomposition des liens entre acteurs publics et privés. En complément ou en creux de l'action publique, se profile aussi l'intervention des ménages, souvent placés eux-mêmes en position d'acteurs de marché.

Cette partie vise à apporter des éléments de connaissance sur les caractéristiques et les logiques d'action de ces acteur·ices, qu'il s'agisse des différentes formes d'investissement sur les marchés, de la diversité des liens noués, allant de la concurrence à l'action collective, de l'évolution des groupes professionnels ou encore des modalités de production de connaissances et de représentations des marchés du logement. Les chapitres interrogent ainsi le rôle de ces acteur·ices dans les mécanismes de marché, les politiques publiques de l'habitat, la financiarisation, l'entretien des logements, ainsi que dans les choix résidentiels et patrimoniaux des ménages.

La partie 2 illustre l'inventivité, l'adaptativité et l'ingéniosité dont font preuve les habitant·es placé·es en situation de vulnérabilité résidentielle, face aux carences des politiques publiques. Décrivant les inégalités d'accès au logement et de conditions résidentielles, les chapitres s'attachent à comprendre les expériences de précarité, de délaissement et d'abandon vécues par les habitant·es les plus fragiles (précaires, malades, sans-abri, en procédure asilaire...). Les contributions mettent en lumière les processus de sélection, cloisonnement et de priorisation des publics cibles de l'action publique, conduisant à la mise en concurrence des personnes vulnérables dans l'accès aux droits fondamentaux (au logement, à l'hébergement, aux soins...).

En arrière-plan, la « crise du logement » s'aggrave, marquée par une hausse des prix, une insuffisance de logements sociaux générant de grandes difficultés à se loger, notamment en secteurs tendus. Pour y faire face diverses stratégies se dessinent, donnant à voir un continuum de situations temporaires et de mobilité résidentielle des habitant·es, entre location, accession sociale à la propriété, détention précaire ou encore occupation sans titre. Pour remédier aux difficultés rencontrées, les habitant·es activent leurs connaissances personnelles, mobilisent leur réseau relationnel et mettent en œuvre leur expertise d'usage. Car les savoirs expérientiels sont aussi promus et mis au service de la conception de projets de logement ou d'hébergement, en vue d'associer la population à la réflexion et à la prise de décision et de faciliter l'acceptabilité et l'inclusion sociale. Qu'ils soient accompagnés, aménagés, adaptés ou réhabilités, les habitats étudiés actualisent les savoirs et les pouvoirs d'agir mis en œuvre pour rendre le logement viable, vivable et convivial.

La troisième partie de l'ouvrage s'intitule « (Se) loger décemment : entre collaborations et conflits ». Elle part du constat que la ville, et en particulier le logement, sont régulièrement le théâtre de conflits, de désaccords et d'oppositions qui peuvent concerner des querelles de voisinage, des projets d'aménagements rejetés par les riverain·es, des difficultés d'accès à certains lieux etc. Les chapitres qui composent cette partie proposent différentes études de cas des tensions générées par des situations de mal-logement sur des terrains très variés : expulsions locatives à Bruxelles (Belgique), relations entre des squatteurs et leur voisinage à Dijon (France), traitement des quartiers précaires à Lisbonne (Portugal), pratiques de végétalisation informelles à Salé et Témara (Maroc). Ils analysent aussi bien les éléments déclencheurs des tensions que le système des acteurs impliqués dans les conflits mais aussi dans leur résolution. Quel est le rôle des habitant·es dans ces dynamiques ? Quels sont les compromis possibles face aux situations de mal-logement ? Finalement, comment se fabrique le commun dans un contexte de dégradation des conditions de vie ?

Bibliographie

- ARANDA M., LE GOFF G., LEVY J., 2023, « Saisir le sans-abrisme : cadrages, expériences, politiques », *Revue française des affaires sociales*, n°1, Éditions La Documentation française, p.7-25
- BACQUÉ M-H., CARRIOU C., 2012, « La participation dans l'habitat, une question qui ne date pas d'hier », *Métropolitiques*, 11 janvier 2012. URL : <https://metropolitiques.eu/La-participation-dans-l-habitat.html>
- BERGER M., ROUGÉ L. (dir.), 2012, *Etre logé, se loger, habiter. Regards de jeunes chercheurs*, Paris, L'Harmattan.

- BOUCHER M., BESOZZI T., BELQASMI M., 2020, « Déviations, délinquance, sans-abrisme et mondes de la rue. Classements, déclassements et réactions sociales », *Sciences & Actions Sociales*, vol. 13, n° 1, p. 1-12.
- BOUILLON F., 2009, *Les mondes du squat*, Paris, Presses Universitaires de France.
- BRESSON S. (dir.), 2022, *Les déconvenues de la participation citoyenne. Pratiques urbaines, pouvoirs et légitimités*, Tours, Presses universitaires François Rabelais.
- CAILLY L., DUREAU F. (dir.), 2016, *Les espaces du logement. Pratiques habitantes et politiques publiques*, Paris, L'Harmattan.
- CARREL M., 2013, *Faire participer les habitants ? Citoyenneté et pouvoir d'agir dans les quartiers populaires*, Paris, ENS Editions.
- DESAGE F., JOURNEL C. M., PALA V. S. (dir.), 2019, *Le peuplement comme politiques*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- DEVAUX C., 2015, *L'habitat participatif : de l'initiative habitante à l'action publique*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- DEVERCHÈRE N., 2017, « Innovations et engagement des travailleurs sociaux en faveur du développement du pouvoir d'agir », *Vie sociale*, vol. 19, n° 3, p. 91-105.
- EPSTEIN R., KIRSZBAUM T., 2003, « L'enjeu de la mixité sociale dans les politiques urbaines », *Regards sur l'actualité : mensuel de la vie publique en France*, n° 292, p. 66-73.
- ESCAFFRE F. (dir.), 2024, *Le logement et l'habitat en recomposition. Contextes, usages, action publique*, Paris, L'Harmattan.
- FRANÇOIS C., 2023, *De gré et de force : comment l'État expulse les pauvres*, Paris, La Découverte.
- GARDESSE C., DRIANT J-C. (dir.), 2023, *Crise du logement, crise de l'accueil. Défis sociaux de l'habitat dans la France des années 2020*, Paris, L'Harmattan.
- LAVIGNE A., 2021, « Les concepts. Empowerment : pouvoir de tous les possibles ou possibilité de pouvoir(s). De quelle réalité parle-t-on ? », *Forum*, vol. 162, n° 1, p. 7-18.
- LECLERCQ B., 2021, *Le marché du vivre ensemble. Entre professionnalisation de l'intermédiation bailleurs-locataires et pacification des conflits dans les grands ensembles HLM*, Thèse de doctorat en sociologie, Université Paris Nanterre.
- LEES J., 2014, *Ethnographier la précarité énergétique. Au-delà de l'action publique, des mises à l'épreuve de l'habiter*, Thèse de doctorat en sociologie, EHESS.
- LEFEBVRE H., 1974, La production de l'espace, *L'Homme et la société*, n° 31, vol. 1, p. 15-32.
- LOGEAS V., 2021, « Chapitre 28. Promouvoir la citoyenneté des personnes polyhandicapées à travers l'expression de leur volonté. L'éthique de conviction à l'épreuve des pratiques », in CAMBERLEIN P. (dir.), *La personne*

- polyhandicapée. La connaître, l'accompagner, la soigner*, Paris, Dunod, p. 511-526.
- LELÉVRIER C., 2010, « La mixité dans la rénovation urbaine : dispersion ou re-concentration ? », *Espaces et sociétés*, n°140, vol. 1, p. 59-74.
- MECHKAR M., 2021, « Le développement du Pouvoir d'Agir dans le champ de l'action sociale. Une question sociale paradoxale et sensible », *Forum*, vol. 162, n°1, p. 3-4.
- PICHON P., 2007, *Vivre dans la rue, sociologie des sans domicile fixe*, Paris, Éditions Aux Lieux d'Être.
- SAYAD A., 1980, « Le foyer des sans-famille », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 32, vol. 1, p. 89-103.
- SERFATY-GARZON P., 2003, *Chez soi : Les territoires de l'intimité*, Paris, Armand Colin.
- TISSOT S., 2005, « Une "discrimination informelle" ? Usages du concept de mixité sociale dans la gestion des attributions de logements HLM », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 159, vol. 4, p. 54-69.

Sommaire

Introduction générale

Lucie Bony, Laura Guérin et Béatrice Mésini

Partie I - Acteurs du marché

Introduction

Loïc Bonneval, Matthieu Gimat, Anne-Laure Jourdheuil, Yoan Miot et Julie Pollard

La division de logements par les ménages bailleurs : quel rapport à l'espace urbain ?

Benoît Frel-Cazenave

Créer un marché pour quels habitants ? Production de logements en accession à la propriété et construction d'une politique de peuplement dans les projets de rénovation urbaine. Le cas du quartier de Chantereine à Alfortville

Pauline Gali

Concevoir le projet de construction d'une maison individuelle « sur plan » : collaborations, oppositions, désenchantements

Luisa Salieri

Produire du logement collectif neuf autrement ? Les promoteurs immobiliers entre offre, demande publique et demande habitante

Sonia Dinh

Réduire la précarité énergétique par l'éducation aux éco-gestes ? Contestation et redéfinition d'un dispositif comportemental à Nantes

Fabien Meslet

Partie II - Vulnérabilités résidentielles et agentivité expérientielle

Introduction

Muriel Girard

L'expérience accompagnée de l'habiter : vulnérabilités et agentivité dans la vie à domicile de personnes handicapées psychiques

Marcos Azevedo

À la recherche d'un logement sain : la discrète vulnérabilité résidentielle des familles d'enfants atteints de maladies respiratoires chroniques. Le cas de la mucoviscidose

Virginie Loizeau

Entre invisibilité et précarité. Ethnographie d'un habitat incertain dans les délaissés urbains parisiens

Anne-Claire Vallet

Entre autonomie et vulnérabilité : enquête sur les stratégies résidentielles de femmes exilées à Villeurbanne

Camille Lassègue

Acheter une maison vétuste et la rénover soi-même, une « alternative nécessaire » pour accéder à la propriété de son logement en secteur tendu ? L'exemple de Belle-Île-en-Mer

Tassadit Bonnardot

Partie III - (Se) loger décement : entre collaborations et conflits

Introduction

Pierre Bergel

Les promesses de la collaboration dans les quartiers précaires de l'Aire métropolitaine de Lisbonne

Marie Segonne,

Le rôle des habitants dans les politiques de luttes contre l'habitat informel au Maroc. L'exemple de la végétalisation informelle de l'espace public

Hakim Cherkaoui

Bony L., Guérin L., Mésini B. (dir.), 2025,
Habiter, se loger, s'abriter : le pouvoir d'agir, Paris, L'Harmattan

Désamorcer un conflit entre riverains et migrants-squatteurs à l'aide d'un événement festif.

Jérémy Sauvineau

Les expulsions de logement à Bruxelles : logiques de marché et action publique

Pernelle Godart, Eva Swyngedouw, Mathieu Van Crielingen

Les auteur·ices